

porte de plus en plus l'établissement d'un contrôle absolu sur le mouvement ouvrier. L'impérialisme américain arrive à ses fins en s'appuyant à la fois sur le Pape et sur la social-démocratie. Sous sa généreuse protection "se regroupent" aussi messieurs les invalides du mouvement ouvrier, unis par une même peur aveugle de Staline et une même acceptation de fait de la domination yankee en tant que "moindre mal". Tandis que la panique des petits bourgeois renforce le front idéologique de Washington, des spécialistes moins délicats organisent la propagande du Plan Marshall, font expulser les "rouges" des usines et de l'administration publique et brisent l'unité syndicale. La social-démocratie ne peut cependant accomplir ses tâches que parce que les crimes encore plus grands des staliniens renvoient périodiquement de nouvelles couches ouvrières vers elle. Face au bureaucratisme et à la corruption stalinienne, les réformistes ne représentent nullement une variété plus "démocratique" de la trahison, mais seulement une couche de bureaucrates plus intimement intégrés dans l'appareil de la bourgeoisie nationale.

Comme en 1919, les dirigeants sociaux-démocrates essaient aujourd'hui d'endiguer la poussée instinctivement révolutionnaire des masses par le mythe de la "démocratie économique". Activement soutenus cette fois-ci par les chefs staliniens, ils expliquent aux travailleurs que la révolution était inutile du moment qu'on pouvait occuper le ministère des Affaires économiques, nationaliser — avec de plantureuses indemnisations ! — les houillères, établir des comités de co-gestion et réaliser par la loi parlementaire d'autres réformes de structure. Après Hilferding qui voulait inscrire les soviets dans la constitution bourgeoise de l'Allemagne, les Bevin et Morrison proclament le progrès d'une économie "socialiste" dans le cadre de l'Empire britannique.

Après la première guerre mondiale, le capitalisme put encore donner dans quelques pays historiquement avantagés la semaine de quarante-huit heures et une législation sociale aux travailleurs afin de les détourner de la voie révolutionnaire. Aujourd'hui, les champions de la "démocratie économique" se chargent de faire accepter par les travailleurs la cynique surexploitation sur laquelle est basée toute la reprise économique en Europe. La politique du gouvernement travailliste est l'expression la plus nette de cette mission contemporaine de la bureaucratie ouvrière : permettre la reconstruction avec la sueur des travailleurs du capital préalablement détruit avec leur sang.

La politique honteuse d'intégration complète des dirigeants réformistes dans les campagnes de reconstruction et de réarmement idéologique et matériel du Grand Capital ne peut que provoquer chaque fois à nouveau le mécontentement et la révolte de la base ouvrière socialiste, spécialement de la jeunesse. Aujourd'hui, le stalinisme est incapable d'attirer ces couches de travailleurs, se